



الجمهورية الجزائرية  
الديمقراطية الشعبية

# الجريدة الرسمية

اتفاقات دولية، قوانين، أوامر ومراسيم  
قرارات، مقررات، منشور، إعلانات وبلغات

	ALGERIE		ETRANGER		DIRECTION ET REDACTION Secrétariat Général du Gouvernement Abonnements et publicité IMPRIMERIE OFFICIELLE 7, 9 et 13, Av. A. Benbarek - ALGER Tél : 36-18-15 à 17 — C.C.P. 3200-50 - ALGER
	6 mois	1 an	6 mois	1 an	
Edition originale .....	14 DA	24 DA	20 DA	35 DA	
Edition originale et sa traduction .....	24 DA	40 DA	30 DA	50 DA	
			(Frais d'expédition en sus)		

*Edition originale, le numéro : 0,25 dinar. Edition originale et sa traduction, le numéro : 0,50 dinar. Numéro des années antérieures (1962-1970) : 0,35 dinar. Les tables sont fournies gratuitement aux abonnés. Prière de joindre les dernières bandes pour renouvellement et réclamations. Changement d'adresse, ajouter 0,30 dinar. Tarif des insertions : 3 dinars la ligne.*

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX — LOIS, ORDONNANCES ET DECRETS,  
ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES  
(Traduction française)

## SOMMAIRE

### DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

#### MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Arrêté du 19 novembre 1973 portant liste des candidats définitivement admis au concours de recrutement pour l'accès à l'emploi de secrétaire des affaires étrangères, p. 1182.

Arrêté du 19 novembre 1973 portant liste des candidats définitivement admis au concours de recrutement pour l'accès à l'emploi d'attaché des affaires étrangères, p. 1182.

Arrêté du 19 novembre 1973 portant liste des candidats définitivement admis au concours de recrutement pour l'accès à l'emploi de chancelier des affaires étrangères, p. 1182.

#### MINISTERE DE L'INTERIEUR

Décrets du 12 décembre 1973 mettant fin aux fonctions de directeurs aux conseils exécutifs de wilayas, p. 1182.

Arrêté interministériel du 28 novembre 1973 fixant le taux de participation des wilayas au fonds de garantie des impositions directes locales, p. 1183.

## SOMMAIRE (suite)

**Arrêté interministériel** du 28 novembre 1973 fixant le taux de participation des communes au fonds de garantie des impositions directes locales, p. 1183.

**Décision** du 22 novembre 1973 relative à la création d'un budget annexe rattaché au budget de la wilaya, pour le service informatique de la wilaya d'Alger, p. 1183.

## MINISTERE DE LA JUSTICE

**Décret** du 12 décembre 1973 mettant fin aux fonctions du président de la cour spéciale de répression des infractions économiques d'Alger, p. 1183.

**Décrets** du 12 décembre 1973 portant mouvement dans le corps de la magistrature, p. 1183.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS  
ET DE LA CONSTRUCTION

**Arrêté** du 27 novembre 1973 portant liste des candidats admis au concours professionnel d'accès au corps des ingénieurs d'application, p. 1184.

## MINISTERE DES FINANCES

**Arrêté** du 6 décembre 1973 portant création de la recette des contributions diverses de Ouled Djellal, p. 1184.

## MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

**Décret** n° 73-104 du 25 juillet 1973 portant organisation de l'administration centrale (*rectificatif*), p. 1185.

## SECRETARIAT D'ETAT AU PLAN

**Arrêté** du 8 novembre 1973 portant admission définitive à l'examen de fin d'études des élèves de l'institut des techniques de planification et de l'économie appliquée (ITPEA), p. 1185.

## DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

## MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

**Arrêté** du 19 novembre 1973 portant liste des candidats définitivement admis au concours de recrutement pour l'accès à l'emploi de secrétaire des affaires étrangères.

Par arrêté du 19 novembre 1973, les candidats dont les noms suivent, sont déclarés, par ordre de mérite, définitivement admis au concours donnant accès à l'emploi de secrétaire des affaires étrangères :

MM. Mohamed Assam  
Abdelkrim Benhassine  
Djilali Zenagui  
Mohamed Chérif  
Chérif Cherigui  
Nadjib Sadkaoui  
Azeddine Dahmoune  
Laouardi Oualmi  
Slimane Abdelhalim Zerdoumi.

**Arrêté** du 19 novembre 1973 portant liste des candidats définitivement admis au concours de recrutement pour l'accès à l'emploi d'attaché des affaires étrangères.

Par arrêté du 19 novembre 1973, les candidats dont les noms suivent, sont déclarés, par ordre de mérite, définitivement admis au concours donnant accès à l'emploi d'attaché des affaires étrangères :

## ACTES DES WALIS

**Arrêté** du 25 avril 1973 du wali de Annaba, modifiant l'arrêté du 30 juillet 1969 portant concession gratuite au profit de la commune de Bébès, d'un terrain, bien de l'Etat, d'une superficie de 35 ares environ, à prélever du domaine autogéré « Nadjaou Bakhouché » et ayant appartenu au sieur Latrielle Jean, nécessaire à la construction d'un groupe scolaire de 4 classes et 3 logements dans cette localité, p. 1186.

**Arrêté** du 25 avril 1973 du wali de Annaba portant affectation du lot, bien de l'Etat, portant le n° 23 du plan de lotissement situé à Bouati Mahmoud, d'une superficie de 576 m<sup>2</sup>, au profit du ministère de l'intérieur (service de la protection civile et des secours de la wilaya) pour servir à l'implantation d'un poste de secours dans cette localité, p. 1186.

**Arrêté** du 28 avril 1973 du wali de Constantine portant annulation de l'arrêté du 21 juin 1971 relatif à l'affectation d'un terrain, bien de l'Etat, portant la lettre « B » au plan de l'ex-lotissement Palma, d'une superficie de 575 m<sup>2</sup>, situé à Constantine, quartier de Bellevue, entre la rue Edmond Rostand et le Boulevard Pasteur, au profit du ministère du travail et des affaires sociales (établissement national pour l'éducation et la promotion de l'enfance, ENEPE à Alger), p. 1186.

**Arrêté** du 4 mai 1973 du wali de Constantine, déclarant cessibles les parcelles de terrain, nécessaires à la réalisation du projet d'aménagement de la zone industrielle de Skikda, p. 1186.

## AVIS ET COMMUNICATIONS

**Marchés.** — Appels d'offres, p. 1186.

— Mises en demeure d'entrepreneurs, p. 1187.

MM. Mohand Tahar Azibi  
Hadj-Benaouda Hamidou  
Mohamed El-Khoudir Benouatas  
Abdelkader Khebiza.

**Arrêté** du 19 novembre 1973 portant liste des candidats définitivement admis au concours de recrutement pour l'accès à l'emploi de chancelier des affaires étrangères.

Par arrêté du 19 novembre 1973, les candidats dont les noms suivent, sont déclarés, par ordre de mérite, définitivement admis au concours donnant accès à l'emploi de chancelier des affaires étrangères :

MM. Abdelouahab Sahraoui  
Moulay Messad.

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

**Décrets** du 12 décembre 1973 mettant fin aux fonctions de directeurs aux conseils exécutifs de wilayas.

Par décret du 12 décembre 1973, il est mis fin aux fonctions de directeur de l'industrie et de l'énergie, exercées par M. Mohamed Tarik Bentellis au conseil exécutif de la wilaya d'Annaba.

Ledit décret prend effet à compter de la date de sa signature.

Par décret du 12 décembre 1973, les dispositions du décret du 20 février 1971 portant nomination de M. Aziz Daouadji, en qualité de directeur de l'industrie et de l'énergie au conseil exécutif de la wilaya des Oasis, sont abrogées.

**Arrêté interministériel du 28 novembre 1973 fixant le taux de participation des wilayas au fonds de garantie des impositions directes locales.**

Le ministre de l'intérieur et

Le ministre des finances,

Vu l'article 115 de l'ordonnance n° 69-38 du 23 mai 1969 portant code de la wilaya ;

Vu le décret n° 70-155 du 22 octobre 1970 fixant les modalités de fonctionnement de fonds de garantie des wilayas ;

Vu le décret n° 73-134 du 9 août 1973 portant application de l'article 27 de la loi de finances pour 1973 et création du service des fonds communs des collectivités locales ;

**Arrêtent :**

Article 1<sup>er</sup>. — Le taux de participation des wilayas au fonds de garantie des impôts directs, est fixé à 5 % pour les années 1974-1975.

Art. 2. — Le taux s'applique aux prévisions de recettes des taxes directes des wilayas, à l'exclusion de celles concernant la part des wilayas sur le versement forfaitaire et l'impôt sur les traitements et salaires.

Art. 3. — Le directeur général des affaires administratives et des collectivités locales au ministère de l'intérieur, le directeur du trésor, du crédit et des assurances et le directeur des impôts au ministère des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 28 novembre 1973.

P. le ministre de l'intérieur, P. le ministre des finances,

Le secrétaire général,  
Hocine TAYEBI.

Le secrétaire général,  
Mahfoud AOUFI.

**Arrêté interministériel du 28 novembre 1973 fixant le taux de participation des communes au fonds de garantie des impositions directes locales.**

Le ministre de l'intérieur et

Le ministre des finances,

Vu l'article 267 de l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967 portant code communal ;

Vu le décret n° 67-159 du 15 août 1967 fixant les modalités de fonctionnement du fonds communal et du fonds départemental de garantie ;

Vu le décret n° 73-134 du 9 août 1973 portant application de l'article 27 de la loi de finances pour 1973 et création du service des fonds communs des collectivités locales ;

**Arrêtent :**

Article 1<sup>er</sup>. — Le taux de participation des communes au fonds de garantie des impôts, est fixé à 5 % pour les années 1974-1975.

Art. 2. — Ce taux s'applique aux prévisions de recettes des taxes directes des communes, à l'exclusion de celles concernant la part des communes sur le versement forfaitaire et l'impôt sur les traitements et salaires.

Art. 3. — Le directeur général des affaires administratives et des collectivités locales au ministère de l'intérieur, le directeur du trésor, du crédit et des assurances et le directeur des impôts au ministère des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 28 novembre 1973.

P. le ministre de l'intérieur,

Le secrétaire général,  
Hocine TAYEBI.

P. le ministre des finances,

Le secrétaire général,  
Mahfoud AOUFI.

**Décision du 22 novembre 1973 relative à la création d'un budget annexe rattaché au budget de la wilaya, pour le service informatique de la wilaya d'Alger.**

Le ministre de l'intérieur,

Vu l'ordonnance n° 69-38 du 23 mai 1969 portant code de la wilaya ;

Vu le décret n° 70-83 du 12 juin 1970 portant organisation du conseil exécutif de wilaya ;

Vu le décret n° 70-154 du 22 octobre 1970 fixant la nomenclature des dépenses et des recettes des wilayas ;

Vu le décret n° 70-166 du 10 novembre 1970 portant composition des conseils exécutifs de wilaya ;

Vu l'arrêté interministériel du 12 décembre 1970 relatif au cadre comptable de la wilaya ;

Vu l'arrêté du 8 août 1973 portant création d'un service informatique à la wilaya d'Alger ;

**Décide :**

Article 1<sup>er</sup>. — Conformément aux dispositions de l'arrêté du 8 août 1973 susvisé, la wilaya d'Alger est autorisée à créer un budget annexe rattaché au budget de la wilaya, pour le service informatique de la wilaya d'Alger.

Art. 2. — Le directeur général des affaires administratives et des collectivités locales est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 novembre 1973.

P. le ministre de l'intérieur  
et par délégation,

Le directeur général  
des affaires administratives  
et des collectivités locales,

Small Kerdjoudj

**MINISTERE DE LA JUSTICE**

**Décret du 12 décembre 1973 mettant fin aux fonctions du président de la cour spéciale de répression des infractions économiques d'Alger.**

Par décret du 12 décembre 1973, il est mis fin aux fonctions de M. Taouti Seddik, président de la cour spéciale de répression des infractions économiques d'Alger.

**Décrets du 12 décembre 1973 portant mouvement dans le corps de la magistrature.**

Par décret du 12 décembre 1973, il est mis fin sur sa demande, aux fonctions de président à la cour d'El Asnam, exercées par M. Henni Merouane.

Par décret du 12 décembre 1973, il est mis fin sur sa demande, aux fonctions de substitut général, exercées par M. Mohamed Hammadi, à la cour de Médéa.

Par décret du 12 décembre 1973, il est mis fin, sur sa demande, aux fonctions de substitut général adjoint à la cour d'Oran, exercées par M. Mohamed Khat.

Par décret du 12 décembre 1973, M. Habib Ben Haoua est révoqué de ses fonctions, en qualité de président du tribunal de Béchar.

Par décret du 12 décembre 1973, il est mis fin aux fonctions de procureur de la République adjoint, exercées par M. Rais Chebaïki, au tribunal de Sour El Ghoulane, sans suppression de ses droits à la pension.

Par décret du 12 décembre 1973, il est mis fin, à compter du 15 octobre 1973, aux fonctions de juge au tribunal d'Alger, exercées par M. Bengana Mohamed El Moncef.

Par décret du 12 décembre 1973, il est mis fin aux fonctions de juge au tribunal de Tlemcen, exercées par M. Larbi Mahmoudi.

## MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DE LA CONSTRUCTION

Arrêté du 27 novembre 1973 portant liste des candidats admis au concours professionnel d'accès au corps des ingénieurs d'application.

Par arrêté du 27 novembre 1973, les candidats dont les noms suivent, sont déclarés admis au concours professionnel d'accès au corps des ingénieurs d'application :

MM. Mohamed Bloud  
Belkacem Gasmî  
Mahmoud Farahi  
Belkheir Kertous

Hacène Sidi Mohammed Boukli  
Mohamed Mahmoudi  
Hamdane Semmoud  
Mohamed Leulmi  
Abdenour Benabid.

## MINISTERE DES FINANCES

Arrêté du 6 décembre 1973 portant création de la recette des contributions diverses de Ouled Djellal.

Le ministre des finances,

Vu l'arrêté du 23 février 1973 fixant la consistance des recettes des contributions diverses au 2 janvier 1973 ;

Vu les délibérations du 22 décembre 1971 des assemblées populaires communales de Ouled Djellal, Ouled Harkat, Sidi Khaled, Doucen et Ouled Rahma ;

Sur proposition du directeur des impôts,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>. — Il est créé à Ouled Djellal, une recette des contributions diverses dénommée « recette des contributions diverses de Ouled Djellal ».

Art. 2. — Le tableau annexé à l'arrêté du 23 février 1973 susvisé, est modifié et complété, conformément au tableau joint au présent arrêté.

Art. 3. — Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 25 novembre 1973.

Art. 4. — Le directeur de l'administration générale, le directeur du budget et du contrôle, le directeur du trésor, du crédit et des assurances et le directeur des impôts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 6 décembre 1973.

P. le ministre des finances,  
Le secrétaire général,  
Mahfoud AOUFI.

TABEAU

Désignation de la recette	Siège	Communes comprises dans la circonscription territoriale de la recette	Autres services gérés
	WILAYA DE L'AURES Daïra de Biskra		
Recette des contributions diverses de Biskra-banlieue	Biskra	à supprimer : Ouled Djellal - Doucen - Ouled Rahma - Ouled Harkat - Sidi Khaled.	à supprimer : Bureau de bienfaisance de Ouled Djellal Hôpital civil de Ouled Djellal.
Recette des contributions diverses de Ouled Djellal.	Ouled Djellal	à ajouter : Ouled Djellal - Doucen - Ouled Rahma - Ouled Harkat - Sidi Khaled.	Bureau de bienfaisance de Ouled Djellal Hôpital civil de Ouled Djellal.

## MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Décret n° 73-104 du 25 juillet 1973 portant organisation de l'administration centrale (rectificatif).

J.O. n° 62 du 3 août 1973

Page 683, 1ère colonne,

Art. 1<sup>er</sup>, 5ème ligne, et Art. 4, 1ère et 5ème lignes :

**Au lieu de :**

La direction de la poste...

**Lire :**

La direction des postes...

Page 683, article 7, 5ème ligne :

**Au lieu de :**

La direction de l'exploitation des télécommunications :

**Lire :**

La direction de l'exploitation des télécommunications comprend :

(Le reste sans changement).

## SECRETARIAT D'ETAT AU PLAN

Arrêté du 8 novembre 1973 portant admission définitive à l'examen de fin d'études des élèves de l'institut des techniques de planification et de l'économie appliquée (I.T.P.E.A.).

Par arrêté du 8 novembre 1973, sont déclarés définitivement admis à l'examen de sortie de la première promotion 1970-1973 de l'institut des techniques de planification et de l'économie appliquée, les élèves dont les noms suivent :

### 1) - Section « ingénieurs d'application des statistiques ».

Ahmed Abdiche  
Abdelkader Achouroune  
Yamina Aïssaoui  
Mohamed Amokrane  
Mohammed Belgacem  
Mébarka Boukharouba  
Mohammed Boukhobza  
Abdelkader Brutaïeb  
Lakhdar Boumedmed  
Kamel Bourezg  
Merzouk Ferhaoui  
Mohammed Guettoucha  
Arezki Haddadi  
Aïcha Ihamouine  
Rabah Khodja  
Hafid Matallah  
Messaoud Makhlouf  
Mohammed Medjout  
Ahmed Merazi  
Youcef Messadia  
Ali Mouzai

Djamal Eddine Nedjma

El-Kheir Rouini

Rabah Tadjer

### 2) - Section « analystes de l'économie ».

Djillani Abaida  
Ameur Aït-Younès  
Arezki Aït-Hamou  
Djillali Alliche  
Salem Amirouche  
Abdelhak Ayadat  
Kaci Azem  
Fadila Badache  
Mohamed Badaoui  
Chérif Behaz  
Makhlouf Belarbi  
Ahmed Belguembour  
Touati Belhi  
Mohamed-Mostéfa Kamal Benhamida  
Saliha Beniza  
Méziane Benhamoud  
Saïd Benslimane  
Mahiédine Boudefer  
Lakhdar Boudour  
Allilouche Bouiche  
Nour-Eddine Bourelhi  
Djoudi Bouras  
Mokrane Chenoune  
Mohamed Chetti  
Abdelatif Djelloul  
Aziz Djemai  
Mohamed Larbi Ghanem  
Boualem Gharbi  
Djamel Hammiche  
Hamid Hamni  
Rébiha Kadri  
Rabah Lebeche  
Mohamed Labid  
Ali Lounis  
Mohammed Otmami-Benosmane  
Mahmoud Ould-Rabah  
Hocine Rahmani  
Abdelkader Salem  
Mahfoud Remili  
Mustapha Salhi  
Omar Salsoul  
Salah Sehe'  
El-Moudather Saoui  
Ahmed Tadjer  
Saïd Zenia.

En application de l'article 21 de l'ordonnance n° 71-78 du 3 décembre 1971, sont classés en qualité de stagiaire, dans le corps des attachés de la statistique et de la planification les élèves ayant obtenu les résultats insuffisants dans les sections ci-dessus indiquées et dont les noms suivent :

Rachid Azzi  
Aomar Bakour  
Mohammed Salah Ferradj  
Omar Kouider  
Ali Lebahri  
Ahmed Maïz  
Yahia Yousfi  
Amar Allouache.

## ACTES DES WALIS

**Arrêté du 25 avril 1973 du wali de Annaba, modifiant l'arrêté du 30 juillet 1969 portant concession gratuite au profit de la commune de Bésbès, d'un terrain, bien de l'Etat, d'une superficie de 35 ares environ, à prélever du domaine autogéré « Nadjaou Bakhouché » et ayant appartenu au sieur Latrielle Jean, nécessaire à la construction d'un groupe scolaire de 4 classes et 3 logements dans cette localité.**

Par arrêté du 25 avril 1973 du wali de Annaba, l'arrêté du 30 juillet 1969 est modifié comme suit :

« Est concédée à la commune de Bésbès, une parcelle de terre de 5.520 m<sup>2</sup>, formée du lot rural n° 168 du plan cadastral de Bésbès, section « F » de Daghoussa, pour servir à la construction d'un groupe scolaire de 4 classes et de 3 logements dans cette localité ».

**Arrêté du 25 avril 1973 du wali de Annaba portant affectation du lot, bien de l'Etat, portant le n° 23 du plan de lotissement situé à Bouati Mahmoud, d'une superficie de 576 m<sup>2</sup>, au profit du ministère de l'intérieur (service de la protection civile et des secours de la wilaya) pour servir à l'implantation d'un poste de secours dans cette localité.**

Par arrêté du 25 avril 1973 du wali de Annaba, est affecté au ministère de l'intérieur (service de la protection civile et des secours de la wilaya), le lot n° 23 du plan de lotissement, bien de l'Etat, d'une superficie de 576 m<sup>2</sup> sis à Bouati Mahmoud, pour servir à l'implantation d'un poste de secours dans cette localité.

L'immeuble affecté sera remis, de plein droit, sous la gestion du service des domaines, du jour où il cessera de recevoir l'utilisation prévue ci-dessus.

**Arrêté du 28 avril 1973 du wali de Constantine portant annulation de l'arrêté du 21 juin 1971 relatif à l'affectation d'un terrain, bien de l'Etat, portant la lettre « B » au plan de l'ex-lotissement Palma, d'une superficie de 575 m<sup>2</sup>, situé à Constantine, quartier de Bellevue, entre la rue Edmond Rostand et le Boulevard Pasteur, au profit du ministère du travail et des affaires sociales (établissement national pour l'éducation et la promotion de l'enfance, E.N.E.P.E. à Alger)**

Par arrêté du 28 avril 1973 du wali de Constantine, sont annulées les dispositions de l'arrêté du 21 juin 1971 portant affectation au ministère du travail et des affaires sociales (établissement national pour l'éducation et la promotion de l'enfance - E.N.E.P.E. à Alger), un terrain, bien de l'Etat, portant la lettre « B » au plan de l'ex-lotissement Palma, d'une superficie de 575 m<sup>2</sup> situé à Constantine, quartier de Bellevue entre la rue Edmond Rostand et le Boulevard Pasteur.

**Arrêté du 4 mai 1973 du wali de Constantine, déclarant cessibles les parcelles de terrain, nécessaires à la réalisation du projet d'aménagement de la zone industrielle de Skikda.**

Par arrêté du 4 mai 1973 du wali de Constantine, sont déclarées cessibles, conformément au plan parcellaire, les propriétés désignées à l'état parcellaire annexé à l'original dudit arrêté d'une superficie totale de 1924 ha 36 a 63 ca détaillées ainsi qu'il suit :

- 1°) propriété privée d'une superficie totale de 225 ha 16 a 67 ca
- 2°) domaine privé de l'Etat d'une superficie totale de 1577 ha 72 a 10 ca
- 3°) domaine public de l'Etat d'une superficie totale de 65 ha 73 a 28 ca.

## AVIS ET COMMUNICATIONS

### MARCHES. — Appels d'offres

#### MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

##### DIRECTION DE LA SANTE MILITAIRE

##### Appel d'offres international ouvert n° 1/74

Un appel d'offres ouvert est lancé pour la fourniture de médicaments destinés à la direction de la santé militaire.

Les dossiers pourront être retirés à l'hôpital central d'instruction de l'A.N.P., Bd Saïd Touati à Bab El Oued (Alger), les jeudis et les lundis, après-midi, à partir du 13 décembre 1973.

Les soumissions devront être adressées à la direction des services financiers, ministère de la défense nationale (Les Tagarins) à Alger, obligatoirement par voie postale, sous double enveloppe dont une portant la mention « Soumission à ne pas ouvrir - appel d'offres n° 1/74-santé ».

Elles devront parvenir, au plus tard, le 10 janvier 1974 à 18 heures.

Les soumissionnaires seront tenus par leurs offres pendant 90 jours.

#### MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE

##### INSTITUT PEDAGOGIQUE NATIONAL

##### Avis d'appel d'offres international n° 5/73

L'institut pédagogique national lance un avis d'appel d'offres international ouvert pour l'acquisition de matériels d'imprimerie répartis ainsi :

- Lot n° 1 : matériel de copie et de photogravure,
- Lot n° 2 : Matériel d'impression offset et accessoires,
- Lot n° 3 : matériel typographique,
- Lot n° 4 : matériel de reliure et d'emballage.

Les firmes intéressées pourront retirer les dossiers techniques, dès la publication du présent appel d'offres au Journal officiel

de la République algérienne démocratique et populaire, à l'institut pédagogique national, 11, rue Ali Haddad (ex-Zaâtcha) à Alger.

Les plis, ainsi confectionnés, seront adressés, en recommandé, ou remis directement au ministère des enseignements primaire et secondaire, sous-direction des constructions et de l'équipement scolaire, avenue de Pékin à Alger.

La date limite de dépôt des soumissions est fixée au 31 décembre 1973.

## **MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DE LA CONSTRUCTION**

### **OFFICE PUBLIC D'H.L.M. DE LA VILLE D'ALGER**

#### **Programme plan quadriennal**

Un avis d'appel d'offres n° 73-04 est lancé pour les travaux d'éclairage public relatifs au programme de construction de 800 logements aux Annassers à Alger.

Les candidats peuvent consulter et se procurer les dossiers au bureau central d'études de travaux publics, d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.), 70, chemin Larbi Alik à Hydra (Alger).

La date limite de dépôt des offres est fixée au 31 décembre 1973 à 18 heures.

Les offres, accompagnées des pièces fiscales et des références, devront parvenir au président de l'office public d'H.L.M. de la ville d'Alger, 11, rue Clément Ader à Alger, sous double enveloppe cachetée.

Les soumissionnaires resteront tenus par leurs offres pendant 90 jours.

Un avis d'appel d'offres n° 73-05 est lancé pour les travaux d'éclairage public relatifs au programme de construction de 700 logements au Gué de Constantine (Alger).

Les candidats peuvent consulter et se procurer les dossiers au bureau central d'études de travaux publics, d'architecture et d'urbanisme (E.T.A.U.), 70, chemin Larbi Alik à Hydra (Alger).

La date limite de dépôt des offres est fixée au 31 décembre 1973 à 18 heures.

Les offres, accompagnées des pièces fiscales et des références, devront parvenir au président de l'office public d'H.L.M. de la ville d'Alger, 11, rue Clément Ader à Alger, sous double enveloppe cachetée.

Les soumissionnaires resteront tenus par leurs offres pendant 90 jours.

### **DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE Sous-direction des routes et aérodrômes FOURNITURE DE BUSES « ARMCO » ET DE GLISSIERES DE SECURITE**

#### *Avis d'appel d'offres international*

Le ministère des travaux publics et de la construction, direction de l'infrastructure, lance un avis d'appel d'offres

international pour la fourniture de buses, type « ARMCO » et de glissières de sécurité.

Les fournitures sont divisées en deux (2) lots :

1<sup>er</sup> lot : Fourniture de buses, type « ARMCO ».

2<sup>ème</sup> lot : Fourniture de glissières de sécurité.

Les entreprises désireuses de soumissionner pour tout ou partie de l'appel d'offres, pourront consulter ou retirer les dossiers, à partir du 15 décembre 1973, auprès de la direction de l'infrastructure du ministère des travaux publics et de la construction, 135, rue Didouche Mourad à Alger.

Les offres devront parvenir à l'adresse ci-dessus, avant le 12 janvier 1974 à 12 heures.

## **SECRETARIAT D'ETAT A L'HYDRAULIQUE**

### **DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE DE LA WILAYA DE SAIDA**

#### **PROGRAMME SPECIAL**

#### **OPERATION N° 14.13.41.2.25.01.01**

#### **Exécution de 3 forages dans la daïra de Aïn Sefra**

#### *Avis d'appel d'offres international*

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour l'exécution de 3 forages dans la daïra de Aïn Sefra :

— Boussemghoun,

— Moghrar Tahtania,

— Aïn Ourka.

Les entreprises intéressées peuvent demander ou consulter le dossier d'appel d'offres, en s'adressant au directeur de l'hydraulique de la wilaya de Saïda (bureau des marchés), rue Ould Saïd Sadek, BP 22 à Saïda, tél. 1-96 et 1-98.

Les offres, accompagnées des pièces fiscales réglementaires, devront être adressées au directeur de l'hydraulique de la wilaya de Saïda, rue Ould Saïd Sadek, BP 22 à Saïda, sous double enveloppe cachetée et portant l'objet de l'appel d'offres.

La date limite de dépôt des offres est fixée au samedi 19 janvier 1974 à 12 heures, terme de rigueur.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 90 jours.

## **MISES EN DEMEURE D'ENTREPRENEURS**

L'entreprise Benaouda Kouider, faisant élection de domicile à Sidi Bel Abbès, 52 rue Lieutenant Kelladji, titulaire du marché concernant la construction d'un hôpital à Saïda, 2<sup>ème</sup> étape, habitations, lot V.R.D., égouts, adduction d'eau, est mise en demeure d'avoir à entreprendre immédiatement les travaux précités.

Faute par elle de ne pas obtempérer à la présente mise en demeure, il sera fait application des mesures coercitives prévues à l'article 35 du cahier des clauses administratives et générales.

L'entreprise Touahria Aïssa - sise route d'El Bayadh - Aïn El Hadjar, wilaya de Saïda, titulaire du marché relatif à la construction d'un centre de développement intégré pastoral (C.D.P.) à Aïn El Hadjar, marché passé avec la direction de l'agriculture de la wilaya de Saïda, est invitée à renforcer son chantier en main-d'œuvre et en matériaux, à utiliser une bétonnière, et à terminer les travaux de construction dans un délai de 35 jours à compter de la publication de la présente mise en demeure au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Faute par l'entreprise de se conformer à cette mise en demeure, il lui sera fait application, à ses torts exclusifs, des

mesures coercitives prévues par le cahier des clauses administratives générales relatif aux marchés de travaux publics.

L'entreprise Haddouche Laïd, rue Mihoub ben Tayeb à Guelma, est mise en demeure de terminer les approvisionnements de son chantier dans un délai de 10 jours à compter de la notification de la présente mise en demeure.

Faute par l'entreprise Haddouche de se conformer aux prescriptions ci-dessus, il lui sera fait application des mesures coercitives de l'article 35 du cahier des clauses administratives générales approuvées par arrêté du 21 novembre 1964.